

La crise actuelle a au moins un mérite : celui de soulever le capot du libéralisme. Avec son plan de relance de 100 milliards d'euros, le gouvernement assume et même revendique une aide aux entreprises sans condition en terme d'emplois et d'environnement, amputant les ressources publiques. Les inégalités sont érigées en régime général, servant l'enrichissement de celles et ceux qui sont déjà les plus riches.

Mais le néolibéralisme, c'est aussi les attaques contre les droits et les libertés. C'est pourquoi cette CAN ne peut pas s'achever sans expression publique de soutien à notre camarade Olivier Sillam. A travers lui, on franchit un cap : c'est le droit à chanter des slogans, à manifester, à se mobiliser, qui est remis en cause.

Ce droit est d'autant plus important à préserver que l'on sent bien qu'il est difficile de mobiliser dans la période. Le 17, pour plusieurs raisons, s'annonce d'ailleurs comme peu mobilisateur, en dépit de mots d'ordre légitimes. Le contexte sanitaire n'y est pas pour rien, mais c'est aussi que cette date n'a pas été conçue comme une perspective ou le point de départ de quelque chose. C'est pourquoi il est indispensable de préserver les cadres existants (tels l'interpro retraites ou les collectifs « Plus jamais ça » à décliner localement), et de rechercher l'unité la plus large dans notre secteur, où les attaques ne se sont pas arrêtées pendant la crise.

C'est un constat que nous partageons, Blanquer a profité de la crise pour accélérer ses réformes : individualisation des parcours et des apprentissages, externalisation, renvoi au local, mise sous contrôle des enseignant-es. Les évaluations en 6^e et en 2^{nde}, ainsi que la réforme du recrutement et de la formation initiale, sont actuellement les éléments les plus visibles de cette politique. Et les concessions salariales, ridicules par leur montant, assorties de transformations majeures de nos métiers, font avancer encore plus l'école dans une logique managériale dont les élèves des classes populaires et les personnels seront les victimes.

La rentrée se fait dans un contexte particulièrement dégradé : les effectifs sont extrêmement chargés, des classes sont sans enseignant-es. Dans les lycées, avec la réforme, de nombreux postes ont été supprimés et les groupes-classes n'existent plus (ce qui pose des problèmes sanitaires). Au lieu d'allègements de programmes et de petits groupes, c'est une manne d'heures sup qui tombe pour "devoirs faits" dans les collèges.

Au niveau sanitaire, le protocole consiste, comme dans les autres domaines, à un renvoi au local inacceptable. Ce qui se passe dans le département 44 est l'incarnation de cette politique : le DASEN a donné consigne aux chef-fes d'établissement de convoquer des sortes de « cellules de crise » chargées d'élaborer un protocole selon plusieurs scénarios. Semaine d'une classe, semaine d'un-e enseignant-e, vie scolaire ou agent-es en quarantaine... On voit bien ce qu'il y a derrière cela : le DASEN se décharge de ses responsabilités y compris juridiques sur les équipes, et si, au passage, on pouvait imposer aux prof-es de remplacer leurs collègues au pied-levé, voire d'assurer des missions de vie scolaire...

C'est la loi travail appliquée à l'EN, avec inversion de la hiérarchie des normes. Le SNES doit obtenir du ministre un protocole national présentant différents scénarios, respectueux des statuts et des missions de chacun, ce qui suppose des recrutements pour assurer les remplacements, et un cadrage du travail à distance, type télétravail.

Lors de cette CAN, il nous faut nous atteler à examiner les profondes transformations du métier et

de l'école voulues par Blanquer, et sortir de cette instance avec un plan d'actions dans l'Education, recherchant l'alliance la plus large avec les autres organisations syndicales, de parents d'élèves et de jeunesse.

J'ai commencé sur une note pessimiste en soulignant les difficultés du mouvement social. Mais en juin dernier, les mobilisations pour l'hôpital étaient fournies, tout comme celles qui pointaient du doigt les violences policières et le racisme systémique dans la police.

Les mauvais jours finiront si nous travaillons à la construction d'une opposition à la politique de Blanquer et du gouvernement. L'axe des conditions de travail, et pas uniquement d'un point de vue sanitaire, peut être le bon. En le liant avec la qualité du service rendu nous pouvons agréger les usagers à notre lutte contre la vente à la découpe du service public d'Education. Il faut renouer avec nos fondamentaux, dont celui de l'ambition scolaire pour les élèves, alors que la DEPP pointe que les orientations du ministre ont conduit à un écart de performance entre élèves de REP+ et élèves hors-REP. Pour faire monter la sauce dans les salles des prof-es, enclenchons une campagne Educ, avec du matériel à destination des collègues, en animant des réunions dans les établissements et des stages syndicaux, autant que la situation sanitaire le permet.

Cette campagne doit également se décliner médiatiquement. Avec l'idée de construire une grève unitaire, dans notre secteur au moins, sur les questions sanitaires comme le SNES l'a fait de manière active jusque là, mais aussi sur les questions pédagogiques et de métier, encore trop peu mises en avant. C'est donc fédéralement qu'il faut penser cette campagne, les attaques étant de même nature même si elles peuvent se décliner un peu différemment selon les degrés.